

« Faire une histoire sociale d'entreprise : approche méthodologique et pertinence heuristique, l'exemple de l'Office national industriel de l'azote », Journée des doctorants et des jeunes docteurs du LEREPS, Sous la direction de Luis Orozco, Toulouse, 30 janvier 2015.

Michael Llopart

Présentation du questionnaire qui sous-tend mon travail de recherche :

Ancêtre de l'usine AZF¹, l'Office national industriel de l'azote (ONIA) est une entreprise créée à Toulouse, en 1924 sous l'égide de l'Etat Français. L'usine a alors vocation à exploiter le brevet *haber*² cédé à la France par l'Allemagne au Traité de Versailles. Destinée à produire des engrais azotés pour l'agriculture française en temps de paix, et à fabriquer des explosifs nitrés³ en cas de guerre, l'entreprise doit permettre à la France d'être moins dépendante des importations d'azote et de nitrate de soude. Bien qu'œuvrant pour le compte de l'Etat, l'ONIA est soumis au droit commercial et industriel, et demeure ainsi exposé à la concurrence des entreprises privées sur le marché national. Jusqu'au milieu des années 1950, cette usine a constitué le principal fleuron industriel toulousain avant que l'aéronautique ne s'impose comme l'industrie motrice de l'économie toulousaine. L'objectif général de ma thèse est de réaliser une histoire sociale de cette entreprise, en me basant sur l'expérience et le vécu des hommes qui ont contribué à son développement et à sa gestion, de 1924, année de sa création, à 1967, moment où l'entreprise fusionne avec les Potasses d'Alsace et devient la Société Anonyme Azote et Produits Chimiques (APC).

De prime abord, on pourrait penser qu'un tel travail s'apparente à une histoire d'entreprise classique axée sur les aspects économiques et techniques propres à une usine chimique. Or, c'est sans compter que depuis une trentaine d'années, l'histoire des entreprises a connu d'importantes évolutions sur le plan méthodologique. Et c'est à la lumière de celles-ci que je me suis interrogé sur les différentes approches possibles pour réaliser l'histoire de l'O.N.I.A. Dans l'historiographie française, la collaboration des entreprises et des historiens n'est pas toute récente. Elle a d'abord été le fait des historiens économistes qui, à partir des années 1960 dans la tradition chandlerienne⁴, se sont attachés à l'étude des stratégies et des structures d'entreprises⁵. Dans le domaine de la chimie, les travaux menés sur les entreprises n'ont pas échappé à cette tendance. La grande majorité d'entre eux traitent surtout des

¹ Usine appartenant à la société Grande Paroisse, filiale du groupe Total, rendue tristement célèbre suite à l'explosion survenue le 21 septembre 2001.

² Procédé chimique qui permet de faire la synthèse de l'ammoniac mis au point par le chimiste allemand Fritz Haber en 1909.

³ HUGON, Paul, *De l'Etatisme industriel en France et des Offices nationaux en particulier*, thèse de doctorat, Amiens, 1930, p. 88.

⁴ CHANDLER Alfred D., *La main invisible des managers*, éd. Economica, 1989, 635 pages.

⁵ GODELIER, Éric, *De la stratégie locale à la stratégie globale : la formation d'une identité de groupe chez Usinor, (1948-1986)*, Thèse EHESS, 1995.

questions techniques⁶ et des stratégies d'organisation⁷ adoptées par les grandes firmes du secteur. Bien que précieuses pour cerner les évolutions ou les ruptures majeures intervenues dans cette branche, les approches économiques et technologiques, même les plus remarquables⁸, affichent une limite : celle de faire de l'histoire d'entreprise sans vraiment parler des hommes qui la font. L'essentiel de l'historiographie sur la chimie affiche un contenu assez « déshumanisé ». Les questions sociales y sont quasi-absentes et la dimension du vécu des travailleurs n'est pas vraiment abordée. Cette négligence a finalement conduit de nombreux chercheurs à se détourner de questions essentielles comme les conditions de travail, la formation, l'évolution des carrières, la transmission des techniques, ou encore le rôle des instances de régulation (syndicat, direction, ministère).

De ce fait, il m'a paru cohérent d'aller chercher du côté de l'histoire sociale une nouvelle manière d'appréhender l'entreprise. Si elle n'a été pendant très longtemps qu'un appendice de l'histoire économique, l'histoire sociale s'est progressivement renouvelée grâce aux apports de la sociologie⁹. L'analyse marxienne traditionnelle qui considérait les phénomènes sociaux comme le simple prolongement des phénomènes économiques, tendait ainsi à réduire singulièrement le champ d'interrogation et à appauvrir la problématique des objets étudiés. Or, depuis les années 1970 et le changement de paradigme amorcé avec la « Nouvelle Histoire¹⁰ » l'approche des rapports sociaux ne se fonde plus seulement sur les études quantitatives mais privilégie l'observation au « microscope » des individus et comportements. Comme le rappelle Michel Pigenet, cette nouvelle histoire sociale n'est donc pas « un simple retour à l'ancienne histoire des luttes et des organisations ouvrières, dont elle malmène au passage quelques présupposés », mais elle se veut « une démarche ouvrant la voie à la relecture de cette histoire des luttes sociales et à sa réinterprétation dans une perspective plus large¹¹ ». Les historiens du social ont progressivement infléchi leurs objets de recherche vers l'étude du travail et des relations sociales dans l'espace de l'entreprise à l'image de la thèse de Rolande Trempé sur les mineurs de Carmaux¹² publiée en 1971 ou bien de celles soutenues plus récemment sur les employés de la BNP¹³ et sur le personnel du Grand Bazar de Lyon¹⁴. Cependant, en faisant le choix de réduire leur analyse à des phénomènes quelque peu circonscrits¹⁵, les historiens ne sont pas immédiatement parvenus à mettre en œuvre une méthode d'histoire des entreprises capable de conjuguer dans un même travail, les

⁶ RICHEUX Robert, *L'industrie chimique en France : structure et production, 1850-1957*, thèse de doctorat de sciences économiques, Université de Paris, 1958, 580 pages.

⁷ GUINOT François, *Les stratégies de l'industrie chimique*, Calmann-Lévy, Paris, 1975, 281 pages.

⁸ DAVIET Jean. Pierre, *Un Destin international, la Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1988, 704 pages.

⁹ On citera notamment Mark Granovetter, Michel Croizier, Erhard Friedberg, Jean-Daniel Reynaud ou Gilbert De Terssac.

¹⁰ *La Nouvelle Histoire*, sous la direction de Jacques Le Goff assisté de Roger Chartier et Jacques Revel, Paris, Retz, 1978.

¹¹ PIGENET, M., « Jalons pour une histoire sociale et politique », in *Histoire et sociétés*, n° 14, 2005, p. 7.

¹² TREMPÉ Rolande, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, les Éditions Ouvrières, 1971, 2 vol., 1 012 pages.

¹³ ICHOU-COUSSEMENT Nicole, *Les employés de banque du C.N.E.P. et de la B.N.C.I. : parcours de travail et temps de vie*, Thèse de doctorat, Paris, 2001, 1 314 pages

¹⁴ BEAU Anne-Sophie, *Grand Bazar, mode d'emploi – Les salariés d'un grand magasin lyonnais, 1886-1974*, Thèse de doctorat, Lyon, 2001, 542 pages.

¹⁵ Les politiques de recrutement, la gestion des ressources humaines, l'emploi des femmes, etc.

approches sociale, technique et économique. Si bien que l'histoire sociale d'entreprise dans ce qu'elle a d'holistique, est restée jusqu'au début des années 2000 un « lieu peu fréquenté ». Néanmoins, depuis 1999 et la thèse¹⁶ soutenue par Gérard Vindt sur les travailleurs de l'entreprise Pechiney, un tournant décisif s'est opéré. En effet, en appréhendant l'entreprise comme un système social produit par les relations qu'entretiennent ses membres, l'auteur rompt les cloisons traditionnelles qui avaient tendance à séparer l'individu et le collectif, ou à dissocier la dimension économique de son contenu social. En choisissant de les analyser conjointement, cette étude a ouvert la voie à une « nouvelle manière de faire l'histoire d'entreprise » ; une voie novatrice que certains historiens ont emprunté à l'image de Nicolas Hatzfeld¹⁷ ou de Nicolas Marty¹⁸.

Si cette « jeune » histoire sociale d'entreprise se veut innovante, il convient néanmoins de se demander premièrement, quel intérêt épistémologique présente-t-elle pour l'historien ? En quoi consiste-t-elle ? Et dans quelle mesure nous paraît-elle pertinente ?

I) L'intérêt d'une approche sociale d'entreprise

Déjà en 1990, l'historien Jean-Pierre Daviet expliquait que le renouvellement de l'histoire des entreprises passerait par l'histoire sociale : « Il ne s'agit pas d'examiner d'un côté des carrières et des formes de contrôle plus ou moins paternalistes, de l'autre des rôles dans la production, mais de procéder à une analyse d'ensemble. (...) Si aujourd'hui on entend par histoire sociale au sens large le souci de comprendre l'expérience humaine dans la complexité de son évolution et dans le faisceau d'interactions mettant en jeu l'ensemble des forces d'une société, il est clair que l'histoire sociale permet de rejoindre presque tous les thèmes de l'histoire d'entreprise¹⁹ ». Ainsi, J.P. Daviet pensait que l'histoire sociale d'entreprise permettrait de passer d'une histoire cloisonnée, à une histoire reliant entre eux les différents domaines qui fondent l'action humaine au sein de l'entreprise, (l'économique, le technique, le politique, le culturel) au lieu de simplement les juxtaposer. Parce qu'elle est par essence pluridimensionnelle, cette approche semblerait la plus appropriée pour fournir à la fois une vision globale et complexe de l'entreprise que l'on étudie.

Cependant, il n'est pas suffisant d'affirmer qu'une approche est en soi pertinente. Encore faut-il expliquer comment on peut la mettre en œuvre.

II) La mise en œuvre de cette démarche

Dans mon étude de cas, pour mettre en œuvre cette démarche d'histoire sociale j'ai choisi de m'appuyer principalement sur trois notions importées de la sociologie du travail :

¹⁶ VINDT Gérard, , *Histoire sociale d'une entreprise : la compagnie Pechiney (1921-1973)*, Thèse de doctorat, Paris, 1999, 813 pages.

¹⁷ HATZFELD, N., *Les gens d'usine : 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Collection mouvement social, Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2002, 598 pages.

¹⁸ MARTY Nicolas, *Perrier c'est nous. Histoire de la Source Perrier et de son personnel*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005.

¹⁹ DAVIET Jean-Pierre, « Anciens et nouveaux visages de la Business History », in LEQUIN, Yves, VANDECASTEELE, Sylvie, *L'usine et le bureau*, Lyon, PUL, 1990.

La notion de régulation²⁰ : Pendant longtemps, les situations de conflits ont été perçues comme des événements singuliers sur lesquels l'historien ne pouvait guère prendre appui. Or, grâce aux apports de la sociologie, l'histoire sociale est venue à considérer l'acteur et ses pratiques (et plus seulement les structures) comme un objet d'étude pouvant conduire à la compréhension des mécanismes sociaux. A travers la notion de régulation, il s'agit d'analyser le système de règles mis en place par les dirigeants de l'O.N.I.A afin de gérer le personnel et de créer du consensus autour d'objectifs communs. En retour j'essaierai de comprendre comment la politique patronale est-elle reçue, acceptée, contournée ou même combattue suivant les périodes. Il conviendra de voir comment se vivent et se règlent les situations de conflit en examinant le système de valeur qui les sous-tendent, le répertoire d'actions et les stratégies déployées par les travailleurs pour peser dans les débats. De ce fait, les comportements et les conflits seront appréhendés comme des révélateurs du degré d'acceptation ou de refus de l'organisation sociale dans laquelle ils s'insèrent.

La notion d'« acteur système »²¹ : Le recours à cette notion a pour but de montrer que tout système collectif exerçant une régulation ne remet pas totalement en cause la capacité d'action de l'individu, c'est-à-dire son autonomie vis-à-vis des organisations. Dans le cas de l'O.N.I.A, il s'agira d'évaluer en quoi les choix opérés par les acteurs ne sont pas uniformes et influencent parfois grandement l'évolution des rapports de forces entre les différents collectifs (catégories du personnels, syndicats, comité d'entreprise, etc.). Par ailleurs, la mobilisation de ces deux notions permet de redonner tant à l'acteur individuel et qu'aux pratiques collectives toute leur place dans l'histoire, sachant que l'entreprise fonctionne en elle-même comme système social. Il s'agit de rendre possible une étude approfondie des conditions de vie des travailleurs et de comprendre comment fonctionnent les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise. Pour atteindre cet objectif, il s'agira d'articuler deux interrogations. D'une part, je tenterai de comprendre comment la construction de cette usine hybride a entraîné progressivement l'émergence d'un système social, constitué par des réseaux de relations que les travailleurs ont noué à différents échelons. Cela me permettra d'identifier les différents groupes d'acteurs impliqués dans l'organisation de l'entreprise et d'en établir si possible, une typologie précise. D'autre part, je m'attèlerai à comprendre comment ce système social d'entreprise s'est-il organisé et adapté dans le temps long pour faire face aux diverses épreuves rencontrées.

La notion de perméabilité : Pour saisir une partie de sa complexité, l'entreprise doit être appréhendée comme un système social traversé en permanence par des influences qui lui sont à la fois internes et externes. En ce sens, la notion de « perméabilité » permet au chercheur d'étendre son point de vue au-delà des stricts murs de l'entreprise, en considérant d'autres réseaux de sociabilités et d'autres influences culturelles, politiques et économiques ayant tendance, directement ou indirectement, à remodeler les rapports sociaux. Sur le plan social, si l'entreprise forme un système social disposant de sa propre cohérence, il ne constitue pas pour autant un vase-clôt, fermé sur l'extérieur. Il en va de même sur l'aspect

²⁰ REYNAUD Jean-Daniel, *Les Règles du jeu : L'action collective et la régulation sociale*, Paris Armand Colin, 1989.

²¹ CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977.

économique. Comme l'a montré le sociologue Mark Granovetter, la capacité de résistance d'une activité économique n'est pas due uniquement aux influences nationales et internationales, mais dépend aussi de son niveau d'implantation dans l'espace local. A la lumière de ce constat, il me faudra évaluer l'influence qu'a eue l'environnement régional dans le développement de l'ONIA et dans l'application des directives prises à l'échelle nationale. Pour ce faire, il convient de prêter une attention particulière au concept *d'embeddedness*²² (encastrement) qui a permis à Granovetter « d'appréhender l'ensemble du système économique comme faisant partie intégrante de la société, sans ignorer les contextes d'action et sans négliger le rôle de la structure sociale de l'économie²³ ».

III) Les matériaux nécessaires

Comme le soulignait l'historienne Christine Omnès, l'accès aux sources écrites directement produites par l'entreprise, est une condition indispensable pour pouvoir réaliser une histoire sociale²⁴. En effet, sans l'accès à de vraies archives d'entreprises, l'historien ne peut pas saisir la complexité des relations sociales et des comportements. Il ne peut, au mieux, qu'effleurer la réalité de son fonctionnement, de ses stratégies et de ses évolutions. Ces sources qui permettent de voir l'entreprise de l'intérieur, peuvent être de nature très diverses : les correspondances de la direction sur les défis rencontrés en matière technique, économique et sociale, les tracts syndicaux, les conventions collectives, les fiches de paie, les rapports d'activités, les bilans financiers, les comptes-rendus du CA, les rapports du CE, etc.

Bien évidemment, il arrive que les archives d'entreprise aient été perdues ou bien qu'elles ne soient pas divulguées²⁵. Dans ce cas de figure, si l'histoire sociale d'entreprise ne paraît pas complètement réalisable, le chercheur peut néanmoins se rabattre sur des sources périphériques, qui ne sont pas dénuées d'intérêt : la presse généraliste et spécialisée, les archives consulaires, les archives syndicales que l'on trouve notamment dans les bourses du travail, et, bien entendu, les archives publiques (municipales, départementales et nationales). Concernant l'industrie chimique, Erik Langlinay a notamment montré « comment les sources conservées à l'échelon local (Archives municipales et Archives départementales), et notamment les fonds [du préfet] concernant les grèves, les accidents mais aussi les établissements insalubres peuvent être un outil précieux »²⁶. Dans le cas de l'O.N.I.A, j'ai le privilège de pouvoir disposer d'abondantes sources directement produites par l'entreprise que je complète avec ces sources périphériques.

²² GRANOVETTER Mark, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, volume 91, 1985, p. 481-510.

²³ HUAULT Isabelle, « En quête de théorie : embeddedness et théorie de l'entreprise. Autour des travaux de Mark Granovetter », *op. cit.*, p. 76.

²⁴ OMNES Catherine, « Introduction : l'importance historique de la gestion des hommes », *Entreprises et histoire*, juin 2002, n°29, p. 9.

²⁵ GUESLIN André, *Michelin, les hommes du pneu*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1993.

²⁶ LANGLINAY Erik, « Les sources de l'histoire sociale de l'industrie chimique française », in *Échanges et débats sur la conservation, la présentation et l'utilisation des sources, des sites et objets de la chimie*, Colloque de la Commission internationale d'histoire de la chimie moderne : Renouveler le patrimoine de la chimie au XXI^e siècle, Paris, 21-24 juin 2011.

Conclusion : Évaluation de la démarche et de sa pertinence heuristique

Au terme de cette courte présentation, nous pouvons dire que la pertinence heuristique de cette approche sociale est de trois ordres.

Elle permet premièrement, d'analyser l'entreprise comme un système social en conjuguant les différentes dimensions de la vie d'entreprise au lieu de maintenir entre elles des cloisons étanches.

Cette approche sociale donne également à l'historien les moyens d'approcher au plus près du vécu des travailleurs et de leurs discours, permettant ainsi de cerner les représentations qui sous-tendent leurs stratégies.

Enfin, cette approche sociale est aussi utile pour dégager de cette complexité d'acteurs et de réseaux des éléments stables qui permettent au système social d'entreprise de pouvoir évoluer sans se désagréger, en dépit des crises économiques, politiques et sociales qu'elle traverse.

Cependant, pour garder toute sa pertinence, l'histoire sociale d'entreprise doit se prémunir de deux écueils majeurs : d'une part, l'excès de complexité, et d'autre part, la surestimation des déterminismes économiques, technologiques, politiques ou culturels qui peuvent déboucher sur des généralisations erronées.